

Ministère de la Santé publique et de l'Environnement

Approbation d'un type d'appareils à usage médical de radiations ionisantes, en application de l'article 51.1. de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, p. 17376.

Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu

Goedkeuring van een type van toestellen voor medisch gebruik van ioniserende stralingen in toepassing van artikel 51.1. van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, bl. 17376

Ministerie van Onderwijs

Selectieambten. Reaffectatie en mutatie. Te begeven betrekkingen (Nederlands taalstelsel). Errata, bl. 17376. — Bevorderingsambten. Reaffectatie en mutatie. Te begeven betrekkingen (Nederlands taalstelsel). Errata, bl. 17376.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

F. 87 — 2172

**4 NOVEMBRE 1987. — Arrêté royal
relatif à l'inspection générale de la gendarmerie**

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 27 février 1979 et 18 mai 1981;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 1978 répartissant l'effectif du corps opérationnel de la gendarmerie entre les divers grades ou groupes de grades du personnel de ce corps;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de combler avec effet rétroactif le vide juridique résultant de l'annulation par le Conseil d'Etat, en date du 17 juin 1987, de l'arrêté royal du 2 septembre 1985 relatif à l'inspection générale de la gendarmerie;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons .

Article 1^{er}. L'inspection générale de la gendarmerie est un service du Ministère de la Défense nationale. Elle est dirigée par un lieutenant général de gendarmerie, qui porte le titre d'inspecteur général de la gendarmerie.

Il est désigné par le Roi sur proposition du Ministre de la Défense nationale qui recueille préalablement l'avis du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique directe du Ministre de la Défense nationale.

Art. 2. L'inspecteur général de la gendarmerie est assisté de deux colonels de gendarmerie en surnombre, qui portent le titre d'inspecteur général adjoint. Ceux-ci sont désignés par le Ministre de la Défense nationale, le premier d'un commun accord avec le Ministre de la Justice, le second d'un commun accord avec le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique

Le cadre organique de l'inspection générale de la gendarmerie comprend, outre l'inspecteur général et les deux inspecteurs généraux adjoints, un personnel administratif composé d'officiers et de personnel subalterne de la gendarmerie

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN JUSTITIE, MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING**

N. 87 — 2172

**4 NOVEMBER 1987. — Koninklijk besluit
betreffende de algemene inspectie van de rijkswacht**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel corps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 februari 1979 en 18 mei 1981;

Gelet op koninklijk besluit van 21 september 1978 tot verdeling van de getalsterkte van het operationeel corps van de rijkswacht over de verschillende graden en gradengroepen van dit corps;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de vernietiging door de Raad van State, op datum van 17 juni 1987, van het koninklijk besluit van 2 september 1985 betreffende de algemene inspectie van de rijkswacht het dringend noodzakelijk maakt om retroactief in de aldus gecreëerde juridische leegte te voorzien;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij .

Artikel 1. De algemene inspectie van de rijkswacht is een dienst van het Ministerie van Landsverdediging. Zij staat onder de leiding van een luitenant-generaal bij de rijkswacht die de titel draagt van inspecteur-generaal van de rijkswacht.

Hij wordt aangewezen door de Koning, op voordracht van de Minister van Landsverdediging, die vooraf het advies inwint van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Hij staat onder het rechtstreeks hiërarchische gezag van de Minister van Landsverdediging.

Art. 2. De inspecteur-generaal van de rijkswacht wordt bijgestaan door twee kolonels bij de rijkswacht in overtal die de titel dragen van adjunct-inspecteur-generaal. Dezen worden aangewezen door de Minister van Landsverdediging, de ene in onderlinge overeenstemming met de Minister van Justitie, de andere in onderlinge overeenstemming met de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Het organiek kader van de algemene inspectie van de rijkswacht omvat, behalve de inspecteur-generaal en de twee adjunct-inspecteurs-generaal, een administratief personeel samengesteld uit officieren en lager personeel bij de rijkswacht.

Art. 3. Pour l'exécution des attributions fixées au présent arrêté, l'inspecteur général de la gendarmerie relève fonctionnellement des Ministres de la Défense nationale, de la Justice et de l'Intérieur et de la Fonction publique, selon la répartition des compétences déterminée par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, en ce compris tout ce qui concourt à l'exécution de ces missions par la gendarmerie.

L'un des inspecteurs généraux adjoints de la gendarmerie relève fonctionnellement du Ministre de la Justice, l'autre du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, selon la répartition des compétences déterminée par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, en ce compris tout ce qui concourt à l'exécution de ces missions par la gendarmerie.

Art. 4. Pour l'exécution des attributions fixées au présent arrêté, l'inspecteur général et les inspecteurs généraux adjoints de la gendarmerie possèdent un droit d'inspection général et permanent au sein de la gendarmerie.

Ils exercent en outre, de leur propre initiative, une mission d'information et de contrôle ou profit :

- 1^o du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique dans le cadre de leurs attributions respectives;
- 2^o du Ministre de la Justice en ce qui concerne la police des étrangers et la sûreté de l'Etat, ainsi qu'en ce qui concerne les implications structurelles et budgétaires du service judiciaire de la gendarmerie.

Ils soumettent au Ministre compétent les constatations qu'ils ont faites, y joignent leurs observations et leurs suggestions et en informent le commandant de la gendarmerie.

Art. 5. L'inspecteur général et les inspecteurs généraux adjoints de la gendarmerie répondent à toute demande d'étude, d'enquête ou d'avis émanant du Ministre de la Défense nationale, du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, dans le cadre de leurs attributions respectives.

Ils soumettent leurs rapports au Ministre compétent et en informent le commandant de la gendarmerie.

Art. 6. Le commandant de la gendarmerie informe l'inspection générale

1^o de tout projet de disposition légale ou réglementaire relatif au statut administratif, disciplinaire, pécuniaire et syndical du personnel des cadres actifs de la gendarmerie qu'il soumet au Ministre de la Défense nationale ou dont il est saisi pour avis;

2^o de la politique générale qu'il suit en vue de préparer la gendarmerie aux diverses missions qui lui sont confiées.

Art. 7. L'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2 Les avis sont émis par le supérieur hiérarchique qui exerce les attributions de chef de corps, par les supérieurs fonctionnels de ces officiers et par l'inspecteur général de la gendarmerie. »

Art. 8. Dans l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 février 1979, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. L'inspecteur général de la gendarmerie est chargé de présenter aux comités d'avancement les candidatures à l'avancement à un grade d'officier supérieur ou général.

Le Ministre de la Défense nationale détermine l'autorité de gendarmerie qui assume cette fonction dans le cas où l'inspecteur général ne peut siéger »

Art. 9. L'article 2 de l'arrêté royal du 21 septembre 1978 répartissant l'effectif du corps opérationnel de la gendarmerie entre les divers grades ou groupes de grades du personnel de ce corps est complété par la disposition suivante :

« 5^o les colonels détachés à l'inspection générale de la gendarmerie »

Art. 10. L'arrêté royal du 20 juin 1962 relatif à l'inspection générale de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 13 octobre 1964, 16 novembre 1971, 26 novembre 1973 et 27 février 1979, est abrogé

Art. 3. Voor de uitoefening van de in dit besluit bepaalde bevoegdheden, staat de inspecteur-generaal van de rijkswacht onder het functioneel gezag van de Ministers van Landsverdediging, van Justitie en van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, volgens de bevoegdheidsregeling zoals die bepaald is in artikel 2 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, met inbegrip van alles wat bijdraagt tot de uitvoering van deze opdrachten door de rijkswacht.

Een adjunct-inspecteur-generaal van de rijkswacht staat onder het functioneel gezag van de Minister van Justitie, de andere onder het functioneel gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, volgens de bevoegdheidsregeling zoals die bepaald is in artikel 2 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, met inbegrip van alles wat bijdraagt tot de uitvoering van deze opdrachten door de rijkswacht.

Art. 4. Voor de uitoefening van de in dit besluit bepaalde bevoegdheden, beschikken de inspecteur-generaal en adjuncten-inspecteurs-generaal van de rijkswacht over een algemeen en permanent inspectierecht in de schoot van de rijkswacht.

Bovendien oefenen ze op eigen initiatief informatie- en controleopdrachten uit ten voordele van :

- 1^o de Minister van Landsverdediging en de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt binnen hun respectieve bevoegdheden;
- 2^o de Minister van Justitie, wat de vreemdelingenpolitie en de veiligheid van de Staat betreft, alsook wat de structurele en budgettaire implicaties betreft van de gerechtelijke dienst van de rijkswacht.

Zij leggen aan de bevoegde Minister de door hun gedane vaststellingen voor, voegen er hun bedenkingen en voorstellen aan toe en brengen de commandant van de rijkswacht ervan op de hoogte.

Art. 5. De inspecteur-generaal en de adjuncten-inspecteurs-generaal van de rijkswacht beantwoorden elke studie-, onderzoeks- of adviesaanvraag uitgaande van de Minister van Landsverdediging, de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt binnen hun respectieve bevoegdheden.

Zij leggen aan de bevoegde Minister hun verslagen voor en brengen de commandant van de rijkswacht ervan op de hoogte.

Art. 6. De commandant van de rijkswacht licht de algemene inspectie in over :

1^o elk ontwerp van wets- of verordeningsbepaling betreffende het administratief, tuchtrechtelijk, geldelijk en syndicaal statuut van het personeel van de actieve kaders van de rijkswacht dat hij voorlegt aan de Minister van Landsverdediging of waarvoor hij voor advies wordt gevat;

2^o de algemene politiek die hij volgt met het doel de rijkswacht voor te bereiden op de verschillende opdrachten die haar worden toevertrouwd.

Art. 7. Artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel corps van de rijkswacht, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. De adviezen worden uitgebracht door de hiërarchische meerdere die de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent, door de functionele meerderen van die officier en door de inspecteur-generaal van de rijkswacht. »

Art. 8. In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 februari 1979, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De inspecteur-generaal van de rijkswacht is belast met de voordracht aan de bevorderingscomités van de kandidaturen voor bevordering in een graad van hoofd- of opperofficier.

De Minister van Landsverdediging duidt de rijkswachtoverheid aan die deze functie zal verzekeren ingeval de inspecteur-generaal niet kan zetelen. »

Art. 9. Het artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 september 1978 tot verdeling van de getalsterkte van het operationeel corps van de rijkswacht over de verschillende graden en gradengroepen van het personeel van dit corps wordt aangevuld met volgende bepaling :

« 5^o de kolonels gedetacheerd bij de algemene inspectie van de rijkswacht. »

Art. 10. Het koninklijk besluit van 20 juni 1962 betreffende de algemene inspectie der rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 oktober 1964, 16 november 1971, 26 november 1973 en 27 februari 1979, worden opgeheven.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 13 octobre 1985.

Art. 12. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
J. MICHEL

Le Ministre de la Défense nationale,
F.-X. de DONNEA

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 13 oktober 1985.

Art. 12. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
J. MICHEL

De Minister van Landsverdediging,
F.-X. de DONNEA

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 87 — 2173

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976
relatif aux comptes annuels des entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les modifications que le présent arrêté apporte à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, relatif aux comptes annuels des entreprises ont, à titre principal, pour objet :

1° d'adapter le régime d'inscription à l'actif des intérêts afférents aux capitaux empruntés pour financer des immobilisations;

2° de circonscrire le champ d'application des créances et des dettes à plus d'un an, non productives d'intérêt ou assorties d'un intérêt anormalement faible, qui doivent faire l'objet d'un escompte lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise;

3° d'adapter, dans le prolongement de l'arrêté royal du 14 mai 1985 relatif à l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, l'exception transitoire de constituer des provisions pour les engagements qui découlent de régimes complémentaires de pension de retraite ou de survie, stipulés par une entreprise en faveur des membres de son personnel.

*Régime des intérêts afférents aux capitaux
empruntés pour financer des immobilisations
corporelles et incorporelles*

L'arrêté du 8 octobre 1976 avait considéré que les charges afférentes aux capitaux empruntés en vue de financer certains actifs déterminés ne faisaient pas partie intégrante de la valeur d'acquisition de ces actifs; il était parti du point de vue que ces charges résultent de la structure des ressources de l'entreprise et ne se rattachent pas directement à la valeur d'acquisition des actifs en cause.

L'arrêté de 1976 permettait toutefois de porter ces charges à l'actif, dans la mesure où elles concernaient des immobilisations corporelles, mais au titre de frais d'établissement; de ce fait elles étaient soumises à un rythme rapide de prise en charge.

Cette conception de base a été maintenue en 1983, lors de l'adaptation de la réglementation belge à la quatrième directive, du moins en ce qui concerne les charges financières relatives aux immobilisations. Leur inscription au bilan au titre de frais d'établissement — dans la mesure où elles n'étaient pas directement prises en charge — avait pour conséquences complémentaires, (soulignées à l'époque) de comporter une limitation quant à la distribution du bénéfice (article 77bis des lois sur les sociétés introduit par l'article 29 de la loi du 5 décembre 1984) et de ne pas accorder un incitatif fiscal, par le biais du régime de la déduction pour investissements (arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982), à l'inclusion de ces charges dans le coût de revient des actifs par rapport à leur prise en charge immédiate.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 2173

Koninklijk besluit tot wijziging
van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976
met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit brengt een aantal wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, voornamelijk met als doel :

1° een aanpassing van de regels inzake de activering van rente op vreemd vermogen ontleend voor de financiering van vaste activa;

2° een omschrijving van het toepassingsgebied van renteloze of abnormale laag rentende vorderingen en schulden op meer dan één jaar, waarvoor een disconto moet worden berekend op het ogenblik waarop zij in het vermogen van de onderneming worden opgenomen;

3° aansluitend aan het koninklijk besluit van 14 mei 1985 tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsinstellingen, een aanpassing van de tijdelijke vrijstellingsregeling voor de vorming van voorzieningen voor de verplichtingen uit aanvullende rust- of overlevingspensioenregelingen, getroffen door een onderneming ten gunste van haar personeelsleden.

*Regeling inzake rente op vreemd vermogen
ontleend voor de financiering van materiële
en immateriële vaste activa*

Het besluit van 8 oktober 1976 stelde dat de kosten verbonden aan kapitaal ontleend om welbepaalde activa te financieren niet deel uitmaakten van de aanschaffingswaarde van deze activa; het besluit ging ervan uit dat dergelijke kosten voortvloeien uit de structuur der financiële middelen van de onderneming en niet rechtstreeks verbonden zijn met de aanschaffingswaarde van de betrokken activa.

Het besluit van 1976 stond evenwel toe dat deze kosten onder de oprichtingskosten werden geactiveerd, in zover zij betrekking hadden op materiële vaste activa; hierdoor werden zij over een korte tijdspanne ten laste genomen.

Deze basisopvatting werd gehandhaafd in 1983, toen de Belgische reglementering werd aangepast aan de vierde richtlijn, althans voor de financiële kosten verbonden aan vaste activa. De boeking van deze kosten op de balans onder de oprichtingskosten — in zover zij niet onmiddellijk ten laste waren genomen — had als bijkomend gevolg (waar toen reeds op werd gewezen) dat de mogelijkheden tot winstuitkering werden beperkt (artikel 77bis van de vennootschapswet, ingevoegd door artikel 29 van de wet van 5 december 1984). Daardoor werd eveneens vermeden om, via de investeringsaftrek (koninklijk besluit nr. 48 van 22 juni 1982) het opnemen van deze kosten in de vervaardigingsprijs van de betrokken activa eerder dan ze onmiddellijk als kost te boeken, fiscaal te bevoordelen.